



Novembre 2008

le Groupe SRC
Socialiste, Radical, Citoyen

Réforme de l'Audiovisuel

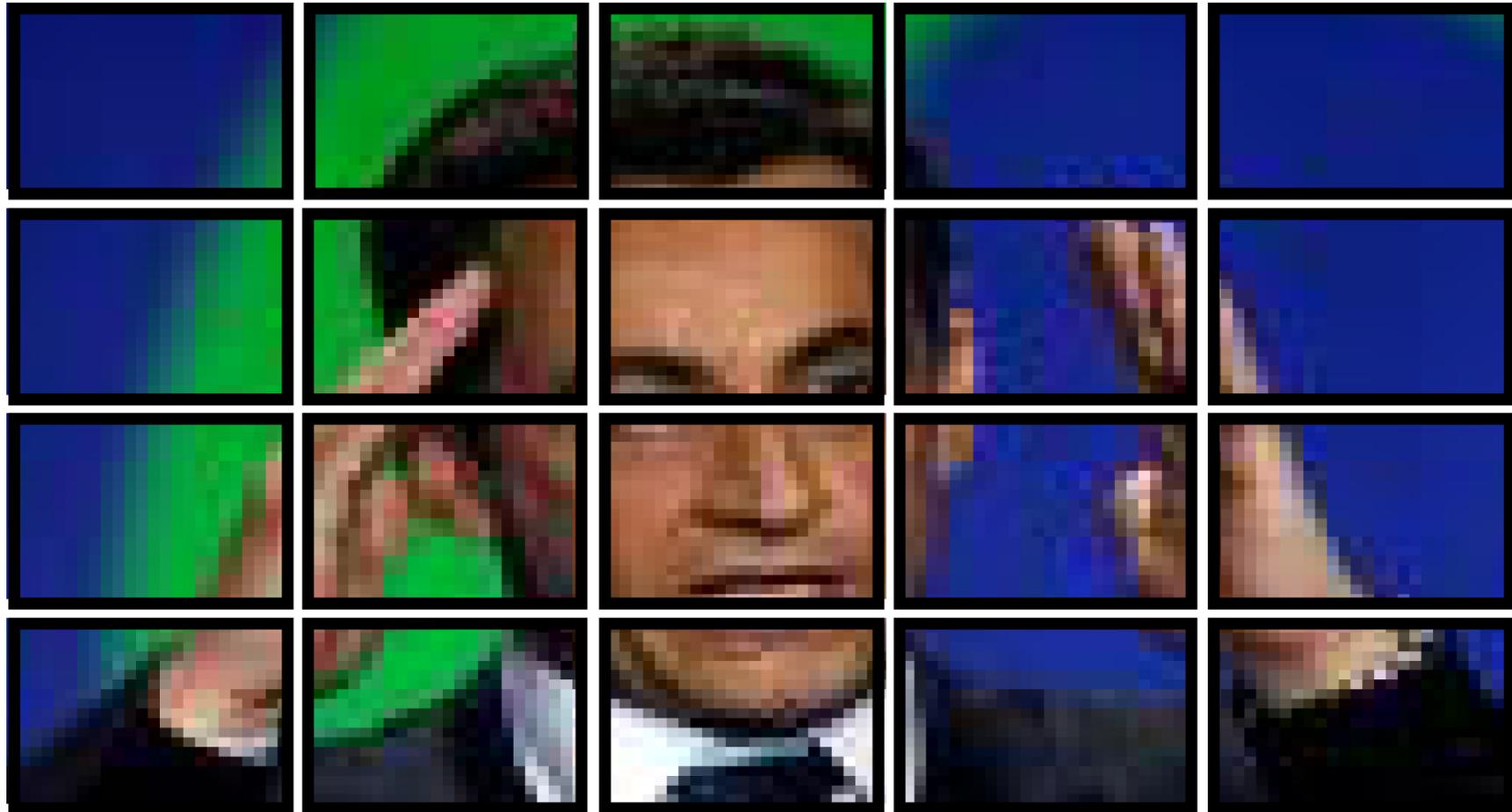
La Télé Sarkophage

le Groupe SRC
Socialiste, Radical, Citoyen

Novembre 2008



1– Le Président des chaînes



1995 : « Si je ne faisais pas attention, tous les jours je serais à la télévision, jusqu'à ce que les téléspectateurs en aient la nausée »

1 - Le Président des chaînes



LES PRESSIONS SUR LES MÉDIAS

- Mars 2007. (France 3) – « *Personne n'est là pour m'accueillir. Toute cette direction, il faut la virer. Je ne peux pas le faire maintenant. Mais ils ne perdent rien pour attendre. Ca ne va pas tarder.* »
- Mars 2007 (TF1) Laurent Solly, ancien chef de cabinet de Nicolas Sarkozy au Ministère de l'Intérieur et directeur adjoint de son équipe de campagne pour la présidentielle, devient n°2 de la chaîne privée de Martin Bouygues.
- Mars 2007. (France 3 Lille) – Reportage sur un conflit à l'Imprimerie nationale « *J'ai déjà vu des reportages malhonnêtes... mais de cette nature, c'est assez rare. Je vous félicite, madame, c'est assez rare... C'est quand même plus compliqué que le reportage sommaire et quelque peu politique que vous avez osé présenter...* »
- Juin 2008 – (France 3) Après le refus d'un technicien de le saluer, Nicolas Sarkozy s'emporte : « *On n'est pas dans le service public, on est chez les manifestants* » (...) « *ça va changer, là !* »
- Juin 2008 (Europe 1) Remplacement du Directeur Général d'Europe 1 par un ancien conseiller du Premier Ministre François Fillon.

1 – Le président des chaînes



UN CSA ENCHAÎNÉ

- Depuis 2006, tous les membres du CSA ont été nommés par la droite.
- Octobre 2007 : Le président du CSA, Michel Boyon, ancien directeur de cabinet de Jean-Pierre Raffarin à Matignon, rejette les demandes du Parti Socialiste pour aménager la règle des trois tiers (Gouvernement, majorité, opposition) et prendre en compte le temps de parole du Président de la République et des ses collaborateurs dans les expressions politiques à la télévision et à la radio.
- Mai 2008 : Rejet au Parlement de la proposition de loi socialiste visant à donner le droit au CSA d'intégrer le temps de parole du Président de la République et de ses collaborateurs dans le temps d'expression du gouvernement.
- Octobre 2008 : La réforme de l'audiovisuel dépossède le CSA du pouvoir de nomination des présidents de chaînes publiques
- Désormais le CSA n'est plus en mesure de faire respecter le pluralisme dans l'audiovisuel

1 – Le Président des chaînes



LES LIAISONS DANGEREUSES AVEC LES PATRONS DE PRESSE

- M. **MARTIN BOUYGUES**, PDG du groupe Bouygues et de sa filiale TF1 (TF1, LCI, Eurosport...). Fortune estimée à 4,2 milliards d'euros. Il est parrain du fils de Nicolas Sarkozy, et un ami intime du président. Invité de la soirée du Fouquet's.
- M. **BERNARD ARNAULT** possède le groupe LVMH, incluant des titres comme Les Echos, Investir ou Radio Classique. Fortune estimée à 23,1 milliards d'euros. M. Arnault était témoin du mariage de M. Sarkozy. Invité de la soirée du Fouquet's.
- M. **SERGE DASSAULT**, PDG du groupe Dassault, possédant la Socpresse, qui publie notamment Le Figaro. Fortune estimée à 7,3 milliards d'euros. Nicolas Sarkozy a démêlé, en tant qu'avocat cette fois-ci, la succession de son père Marcel. Nicolas Sarkozy est devenu un familier de son fils aîné Olivier, par ailleurs député UMP. Serge Dassault, également sénateur UMP, a expliqué sur France Inter et dans Le Monde en décembre 2004, que les journaux doivent diffuser des « *idées saines* », car « *nous sommes en train de crever à cause des idées de gauche* ».



1 – Le Président des chaînes



LES LIAISONS DANGEREUSES AVEC LES PATRONS DE PRESSE

- **ARNAUD LAGARDÈRE**, PDG du Groupe Lagardère, premier groupe de media français qui contrôle notamment des grandes radios (Europe 1, Europe 2, RFM...) et des magazines d'actualités (Paris Match...). Fortune estimée à 0,8 milliards d'euros. En avril 2005, Arnaud présente N. Sarkozy « *non pas comme un ami, mais comme un frère* ». M. Lagardère doit à Nicolas Sarkozy le règlement, en 2004, du conflit d'héritage. Il a également pu céder en 2006 une partie des ses actions EADS à la Caisse des Dépôts et Consignations et faire porter par un organisme public ses pertes potentielles dans l'aéronautique.
- **VINCENT BOLLORÉ**, Président du Groupe Bolloré qui possède notamment la chaîne Direct 8 et des journaux gratuits, et PDG d'Havas qui possède la plus grosse agence de publicité française. Fortune estimée à 4,3 Milliards €. Il a mis son yacht et ses avions à disposition du nouveau président de la République lors de sa célèbre croisière à Malte après son élection. Invité de la soirée du Fouquet's
- **FRANÇOIS PINAULT** Président historique du Groupe PPR, propriétaire de quelques supports de presse dont le magazine Le Point. Fortune estimée à 10,3 Milliards €. Il a joué les intermédiaires en J. Chirac et N. Sarkozy.

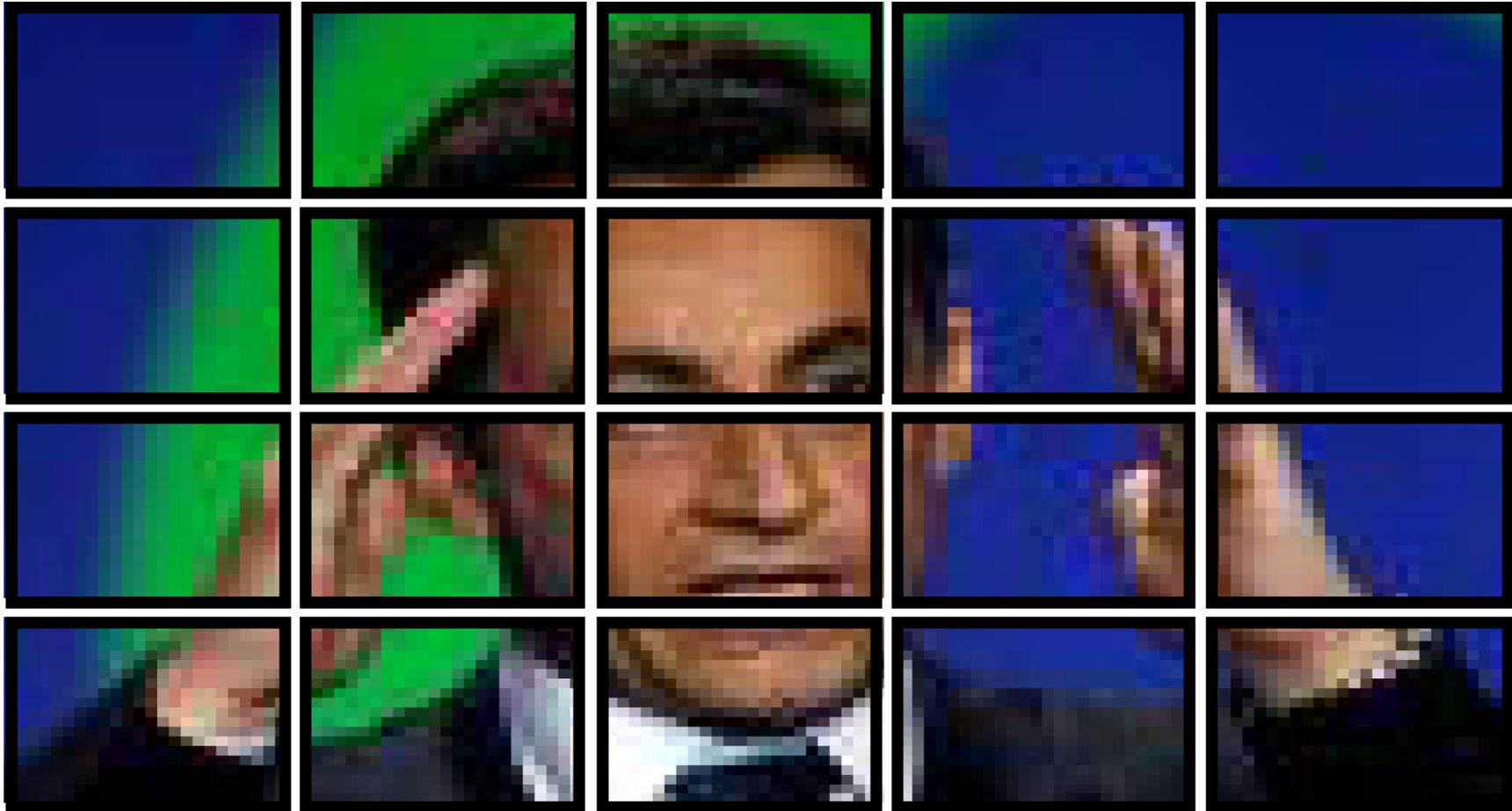


LES MENACES SUR LES JOURNALISTES

- octobre 2005, Nicolas Sarkozy intervient pour empêcher la publication d'un livre sur Cécilia Sarkozy.
- Février 2006 - Nicolas Sarkozy conseille la direction d'Europe 1 pour la nomination d'un journaliste au service politique
- Juin 2006. *Le directeur de Paris Match Alain Genestar, coupable d'avoir publié en couverture une photo de l'épouse du président de l'UMP, est licencié. Dans un entretien avec Le Monde, Alain Genestar se défend : « Dans un grand pays libre et démocratique comme le nôtre, il n'est pas concevable qu'un ministre de l'Intérieur puisse être à l'origine du limogeage d'un journaliste ».*
- Octobre 2006. Une journaliste de l'AFP se voit supprimer son accréditation pour avoir publié un reportage sur des perquisitions policières menées par erreur aux Mureaux.
- Mai 2008 – La direction de l'UMP lance une campagne de dénigrement de l'AFP à l'occasion d'une décision de justice impliquant Ségolène Royal. Quelques semaines plus tard un rapport du parti gouvernemental préconise le changement de statut de l'agence. Parallèlement le député UMP, souhaite la création d'une agence de presse dédiée à la diffusion des communiqués politiques.
- Septembre 2008. PPDA est débarqué de TF1. Selon le présentateur, des pressions élyséennes se sont exercées après qu'il ait traité « d'enfant » le Président de la République lors d'une interview.



2 – La loi télévisée



2 – La loi Télévisée



L'annonce soufflée par TF1

- 8 Janvier 2008 : Conférence de presse de N. Sarkozy
- A la surprise générale, il propose « *la suppression totale de la publicité sur les chaînes publiques* ». Ces chaînes « *pourraient être financées par une taxe sur les recettes publicitaires accrue des chaînes privées et une taxe infinitésimale sur les chiffres d'affaires des nouveaux moyens de communication comme l'accès à Internet ou la téléphonie mobile.* »
- Aucune concertation, ni étude préalable. La Ministre de la Culture et de la Communication n'est même pas informée.
- Cette annonce exauce les vœux de toujours de TF1 : appauvrir et mettre au pas le service public
- Le jour de cette annonce le cours boursier de TF1(+8,38%) et M6 (+6,86) s'envolent .

Les arguments simplistes de N. Sarkozy

- Les socialistes ont proposé la suppression de la publicité sur le service public

- C'est vrai, mais c'était avant la privatisation par la droite de TF1 en 1986. Depuis cette date, les socialistes considèrent impossible de laisser le privé se développer sans donner suffisamment de moyens au secteur public

- Sans publicité, la télévision publique sera indépendante et échappera à la course à l'audience.

- N. Sarkozy substitue une dépendance politique et financière à une soit disant dépendance de la publicité.

2 – La loi Télévisée



La Commission Copé - coller

- Fin Février : création de la Commission sur l'avenir de l'audiovisuel public, présidée par JF Copé, président du Groupe UMP.
- Mission : rendre un rapport imaginatif, global, responsable
- Sans attendre la fin des travaux de la Commission, N. Sarkozy annonce qu'il refuse l'idée d'une augmentation de la redevance évoquée par la Commission
- JF Copé envisage publiquement la scission de France 3 en 7 entités régionales.
- Mai 2008 : Les 4 représentants socialistes dans la Commission démissionnent pour protester contre des conclusions déjà écrites
- 25 Juin 2008 : le rapport de la Commission s'aligne platement sur les ordres présidentiels sans avoir trouver des financements correspondants à la suppression de la publicité dans le service public.
- Septembre 2008 : la Ministre de la Culture refuse la proposition d'Edouard Balladur de suspendre la suppression de la publicité sur le service public pour financer le RSA
- 22 Octobre 2008 : Présentation du projet de loi en Conseil des Ministres



L'étranglement financier de France Télévisions

Ce que dit
le projet de loi

- Suppression de la publicité sur la tranche horaire 20h-6h dès le 5 janvier 2009
- Suppression totale au 1^{er} janvier 2011
- Restent autorisés :
 - ✓ Les parrainages d'émissions
 - ✓ La publicité sur RFO
 - ✓ La publicité pour les décrochages régionaux de France 3
 - ✓ La publicité sur les sites associés aux chaînes sur Internet
 - ✓ La publicité d'intérêt général dont la définition pourra être revue

Le compte
n'y est pas

- Budget annuel de France Télévisions : 3 Milliards €
- Perte de recettes pour France Télévisions : environ 1 Milliard €
- L'instauration de deux taxes sur la publicité des chaînes et sur les fournisseurs d'accès internet rapporteront 450 Millions €, sans être directement affectés à France Télévisions.
- France Télévisions devra payer la taxe sur ses recettes publicitaires : c'est la double peine
- Commission : les députés UMP ont divisé par 2 la taxes sur les groupes privés de télévisions
- Pour le PDG de France Télévisions, P. De Carolis : « Le compte n'y est pas »
- France Télévisions va être contraint à une sévère cure d'austérité.
- Le programmes de remplacement des écrans de publicité n'ont aucun financement sont sous-évalués.
- Le plan de développement de France Télévisions dans les nouvelles technologies (Internet, téléphonie mobile,...) est privé de ressources.



L'étranglement financier de France Télévisions

L'intégrité du groupe en danger

- La disparition du fondement juridique des chaînes fait redouter aux organisations syndicales la disparition des sociétés et le dépeçage de la chaîne France 3.
- La pérennité d'autres sociétés du groupe se trouve menacée, comme celle de RFO.

Le coût social

- La taxe sur l'internet et sur la téléphonie mobile sera répercuté sur le consommateur
- Octobre 2008 : le député UMP, Frédéric Lefebvre, relais de N. Sarkozy à l'Assemblée nationale, juge « nécessaire » un plan social à France Télévisions.
- Lors d'une audition devant le Groupe Socialiste, la direction de France Télévisions reconnaît un plan de départs volontaires à la retraite touchant 900 personnes.



Le corset politique de France Télévisions

Le contenu du projet de loi

- Nomination et révocation par décret du Président de la République des présidents de France Télévisions, Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France (AEF).
- Le contrôle parlementaire de ces nominations prévu par le texte et par la réforme constitutionnelle est un leurre. Une opposition des 3/5 à l'Assemblée nationale et au Sénat est quasi impossible à obtenir.

La fin de l'indépendance

- Cette mesure revient sur l'acquis voté par la gauche en 1982, qui assure la liberté éditoriale du service public de l'audiovisuel en confiant l'élection des présidents de chaînes publiques à l'autorité indépendante de régulation du paysage audiovisuel français.
- Comme du temps de l'ORTF, la direction des chaînes publiques sera sous tutelle directe du Président de la République et du Gouvernement.
- Le droit pour le Président de la République de révoquer un président de chaîne lui assurera la « docilité » du titulaire de la fonction.
- Le pouvoir politique pourra directement intervenir sur la ligne éditoriale des chaînes publiques.
- L'Elysée et le Ministère de la culture multiplient depuis plusieurs mois les interventions et les pressions sur la grille des programmes de France Télévisions
- 29 Octobre : Thierry Saussez, délégué interministériel à la communication du gouvernement, indique qu'il préemptera un espace sur France Télévisions pour produire une émission expliquant la politique gouvernementale aux français.

Le faux prétexte culturel

- L'argument présidentiel selon lequel la disparition de la publicité améliore la qualité des programmes est démenti par les faits. La BBC qui n'a pas accès à la publicité s'est converti à la télé-réalité et aux programmes Trash, ce que France Télévisions s'est toujours opposé à faire



La roue de la fortune pour les amis du Président

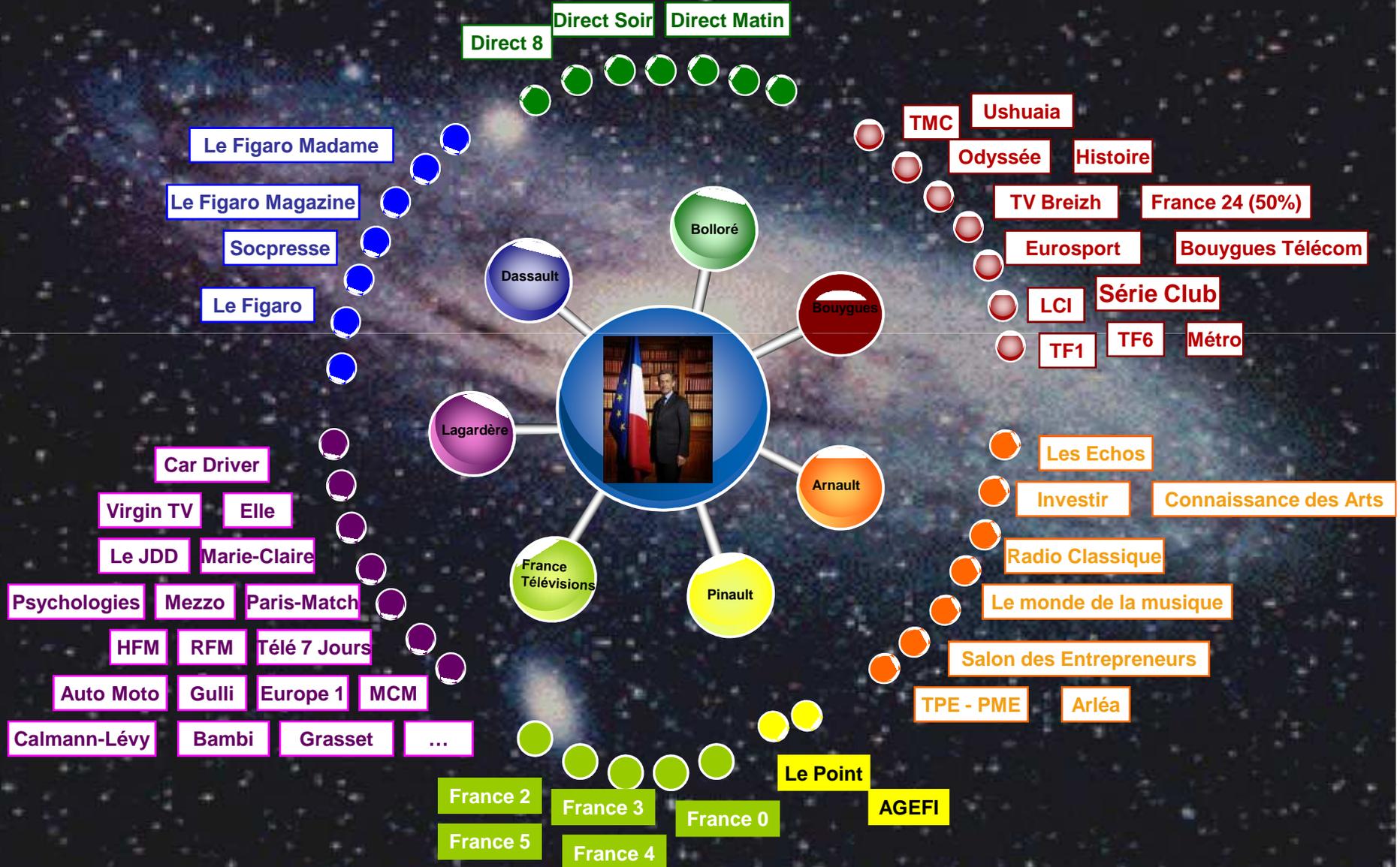
Les chaînes privées
sont servies

- Récupération par TF1 et M6 de la publicité supprimée à France Télévisions
- Autorisation pour une 2^{ème} coupure publicitaire pendant les œuvres de fiction
- Augmentation du volume horaire de la publicité
- Ouverture des œuvres de fiction aux publicités de marque
- On libère les gros opérateurs privés de toutes contraintes, alors qu'on en ajoute au service public.
- L'UMP souhaite aller encore plus loin en allégeant le poids des nouvelles taxes sur le privé.

Des cadeaux
politiques

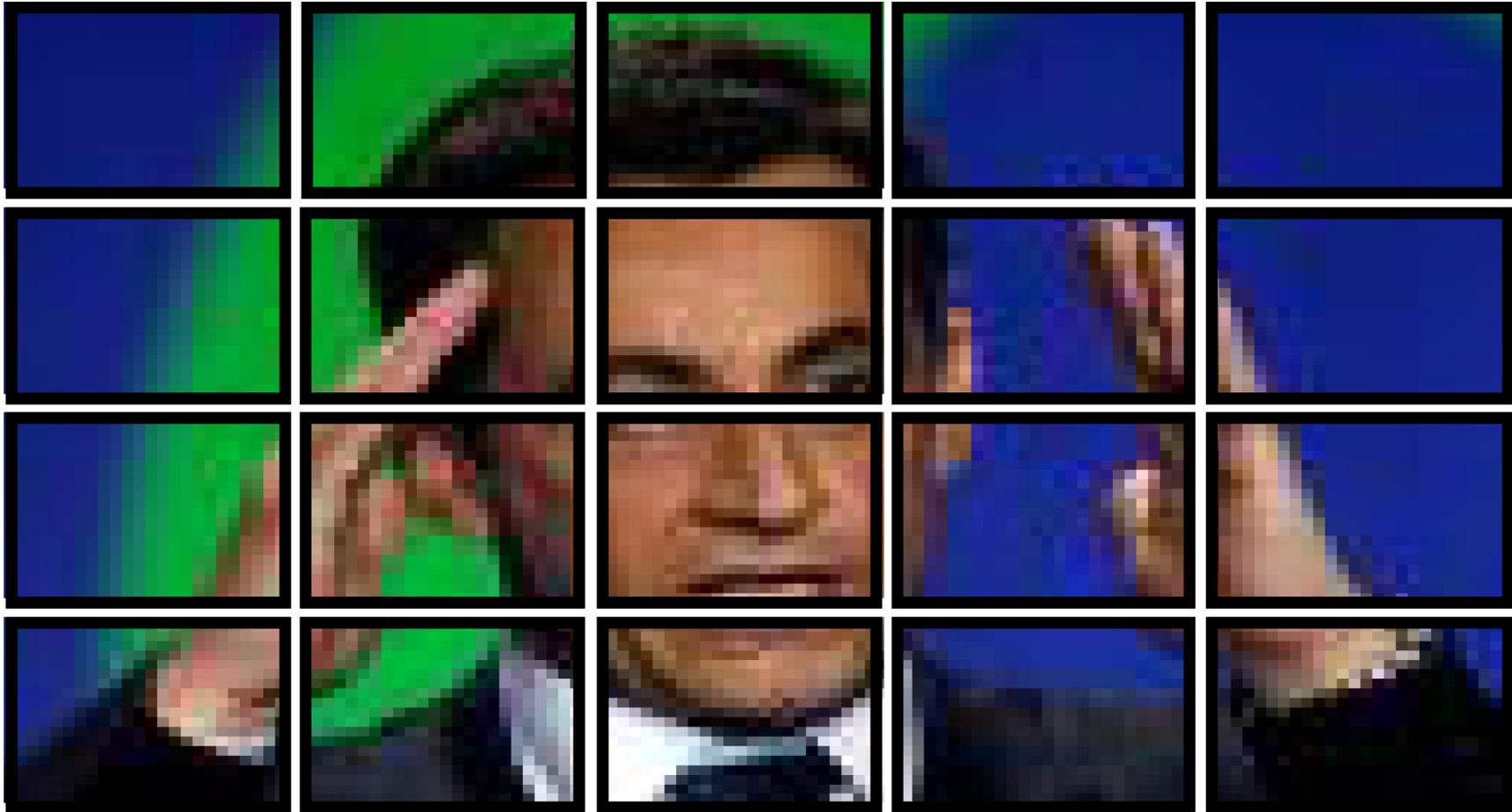
- 26 Juin 2008 – «*Je ne suis certes pas un adversaire de la télévision privée*». «*Mon souhait est que les groupes audiovisuels privés soient puissants*» (Discours de N. Sarkozy lors de la remise du rapport Copé)
- Le Groupe TF1 a soutenu la campagne du candidat N. Sarkozy
- TF1 est confronté à une sévère chute d'audience et à une baisse de son chiffre d'affaires.
- La suppression de la publicité sur les chaînes publiques et l'assouplissement de la réglementation rapportera à TF1 plus de 300 Millions €

Canal Sarkozy : la toile multimédia





3 – A gauche, regardez la différence !



Des médias libres

Ce que nous avons fait

- Abrogation du monopole public sur la radio et la télévision
- 1982 : Autorisation des radios libres
- 1984 : Création de Canal +
- 1985 : Autorisation de créer des chaînes privées (créations de la 5 et de M6)
- Instauration d'une autorité indépendante de contrôle et de régulation du paysage audiovisuel
- 1991 : Traité franco-allemand permettant la création d'ARTE, chaîne européenne à vocation culturelle.
- 1999 : Obligation pour France Télécoms de proposer des tarifs abordables l'accès à Internet
- 2000 : Loi Trautmann – Tasca instaurant la Télévision Numérique Terrestre (TNT) diverse et gratuite

Ce que nous voulons faire

- Équilibrer les procédures de nomination des membres du CSA entre la majorité et l'opposition.
- Rénover le CSA pour en faire une haute autorité du pluralisme.
- L'audiovisuel est un enjeu de démocratie.
- C'est un acteur du lien social et culturel
- Il doit être protégé et défendu comme n'importe quel patrimoine français.

Des médias libres

Pour l'audiovisuel

- Assurer un financement pérenne du service public de l'audiovisuel.
- Lui permettre de se développer dans les nouvelles technologies (Internet, téléphonie mobile...)
- Renforcer les règles anti-concentration dans les médias
- Mettre en place un dispositif de contrôle plurimédia couvrant les nouveaux supports comme Internet
- Mise en place d'une réglementation favorisant la circulation des œuvres, notamment en interdisant le gel des droits par les opérateurs ayant utilisés leurs possibilités de diffusion.
- Favoriser le développement rapide des médias locaux, associatifs et coopératifs

Pour la presse écrite et internet

- Réforme des financements publics de la presse écrite en indexant les aides sur des nouveaux critères (importance du rédactionnel, nombre de journalistes, place réservée aux questions politiques, sociales, culturelles, éco, internationales, développement numérique) et une fiscalité incitative pour la réduction du prix et de l'abonnement
- Création d'un statut des entreprises de presse s'apparentant à celui des fondations.
- Les entreprises éditrices du numériques doivent pouvoir bénéficier du statut d'entreprise de presse, avec toutes ses composantes (journalistes...)
- Renforcement du droit du journaliste (protection des sources, reconnaissance juridique...)
- Favoriser le développement des logiciels libres



ANNEXES

le Groupe SRC
Socialiste, Radical, Citoyen

Novembre 2008

Annexes

Chaîne	TF1	France2	France3	M6	Chaînes de la TNT	Canal +	Chaînes locales	France5	Euro-sport	Canal J	13 ^{ème} Rue	Arte
Audience Janvier 08 – Juin 08	23,4 %	13,3 %	9,1 %	8,8 %	5,0 %	4,3 %	3,8 %	1,8 %	1,6 %	1,0 %	0,8 %	0,8 %
Variation	- 1,5	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,2	=	- 0,1	+ 0,4	=	+ 0,2	=	- 0,1	=
Groupe	Bouygues	France Télévisions	France Télévisions	Métropole Télévisions		Vivendi Universal		France Télévisions	Bouygues	Lagardère	Vivendi Universal	Arte Deutschland, Arte France

Annexes

Titre	Libération	Le Monde	Le Figaro	La Croix	L'Humanité	Les Echos	La Tribune	France-Soir	Le Parisien - Aujourd'hui en France	L'Equipe
Création	1973	1944	1826	1880	1904	1908	1985	1944	1944	1946
Diffusion	126390	344 083	322 482	96 642	49 384	119 673	76 535	22 994	531 033	323 835
Audience	906 000	2,06 Millions	1,28 Million	404 000	425 000	700 000	451 000	232 000	2,26 Millions	2,54 Millions
Principal actionnaire	E. De Rotschild	Journalist es (60%) Lagardèr e (17%)	Groupe Dassault	Groupe Bayard	Société des lecteurs	LVMH	Alain Weill	JP Brunois	Philippe Amaury	Philippe Amaury
Directeur de la publication	L. Joffrin	E. Fottorino	E. Mougeott e	B. Frappat	P. Le Hyarick	N. Beytout	A. Weill	JP. Brunois	J. Hornain	F. Morinière

Annexes

Titre	20 Minutes	Métro	Direct Soir
Création	2002	2002	2006
Diffusion	732 347	732 790	516 943
Audience	2,61	2,41 Millions	846 000
Principal actionnaire	Groupe Ouest France et Groupe norvégien	TF1 (30%) et Groupe suédois	Bolloré
Directeur de la publication	PJ Bozo	Per Mikael Jensen	Serge Nedjar



Annexes

Titre	Groupe Sipa - Ouest-France	Groupe Voix du Nord	Groupe Nouvelle République du Centre Ouest	Groupe Centre France - La Montagne	Groupe Sud- Ouest	Groupe La Dépêche	Groupe EBRA (DNA, Le Progrès,...)	Groupe Hersant	Télégramme de Brest	Courrier Picard
Diffusion	994 261	322 366	268 954	199 213	608 028	197 817	1 217 858	563 256	208 647	67 700



Annexes

Titre	Nouvel Observateur	L'Express	Le Point	Marianne	Courrier International	Valeurs Actuelles	Le Spectacle du monde
Diffusion 2007	509 791	451 713	419 223	274 559	189 655	83 375	26 275

« Ici France Télévisions, à vous l'Elysée »



Novembre 2008

le Groupe SRC
Socialiste, Radical, Citoyen